

Nouvelles possibilités pour les certificateurs : comment tirer parti des technologies et renforcer la valeur de l'audit

Faits saillants du symposium de Comptables professionnels agréés du Canada (CPA Canada) et de l'Institute of Chartered Accountants of Scotland (ICAS) sur l'avenir de la certification qui a eu lieu à Édimbourg, en Écosse, le 2 novembre 2018.

Le 2 novembre 2018, soit un an, jour pour jour, après leur premier symposium sur l'[avenir de la profession d'audit](#) à l'ère numérique et sur l'utilisation des technologies pour améliorer l'audit, CPA Canada et l'ICAS ont tenu un deuxième symposium, à Édimbourg. Les mêmes enjeux étaient-ils encore d'actualité, 12 mois plus tard?

La réponse : oui, et peut-être même plus encore. Au terme du symposium de 2017, qui a eu lieu à Toronto, il est apparu clairement que la profession devait évoluer pour surmonter les défis, saisir les occasions et composer avec les changements à une époque où les bouleversements se succèdent rapidement. À Édimbourg, un sentiment d'urgence se dégageait des discussions; la profession est sous haute surveillance et fait l'objet de vives critiques depuis la récente série de scandales financiers qui ont éclaté au Royaume-Uni. Au moment où la confiance envers les auditeurs semble s'effriter, on en est vite arrivé à discuter de la possibilité d'élargir l'étendue de l'audit à d'autres secteurs (comme la viabilité, la cybersécurité et d'autres mesures de la performance) pour regagner le terrain perdu.

Le symposium de 2018 a confirmé le bien-fondé des cinq volets de l'appel à l'action lancé en 2017. Pour faire progresser la valeur et la pertinence de l'audit et de la certification, il faut :

- innover;
- collaborer;
- former;
- s'adapter;
- expérimenter.

Cela est essentiel pour tirer son épingle du jeu dans un environnement d'affaires marqué par les perturbations et les changements rapides.

Dans le cadre de deux débats d'experts, des auditeurs, des universitaires, des préparateurs, des normalisateurs et des formateurs ont échangé leurs points de vue sur deux questions clés pour la profession d'audit :

- l'incidence des technologies sur ce que l'on audite et sur la manière dont on le fait;
- la certification d'informations autres que les états financiers traditionnels.

Incidence des technologies sur ce que l'on audite et sur la manière dont on le fait

Portrait de l'utilisation des technologies par les cabinets d'audit

L'évolution des technologies a changé la donne sur le marché de l'audit. Fait intéressant à noter, le degré d'utilisation des technologies dans la stratégie d'audit varie d'un cabinet à l'autre; même à l'intérieur d'un cabinet, l'utilisation n'est pas nécessairement uniforme. De plus, si les nouvelles technologies et techniques font déjà l'objet de projets et d'investissements importants dans les grands cabinets, les changements sont beaucoup moins rapides dans les petits cabinets. Or, peu importe la taille du cabinet, c'est surtout l'adoption des outils numériques par les clients qui pousse les auditeurs à adopter les nouvelles technologies.

Quand on a interrogé les auditeurs présents sur leur utilisation actuelle des outils technologiques et des techniques connexes...

53 %

ont dit qu'ils y avaient recours **pour tous les aspects de l'audit**

40 %

ont affirmé qu'ils y avaient recours **pour certains aspects de l'audit**

Par exemple, on voit maintenant des états financiers qui contiennent un solde significatif de cryptoactifs et des transactions en cryptomonnaies. Les **facteurs à considérer** sont alors tout autres, et la mise en œuvre de **procédures d'audit traditionnelles** pourrait ne pas suffire. Les certificateurs ont l'occasion d'offrir plus de valeur aux entreprises : en examinant les contrôles dont elles se sont dotées, ils peuvent évaluer la mesure dans laquelle elles sont prêtes à utiliser les nouvelles technologies, qui comportent toutes leurs risques propres.

Cela dit, la profession a beau suivre le rythme des progrès technologiques et des clients de services d'audit, elle ne pourra tirer parti des avantages des nouvelles technologies (amélioration de la qualité de l'audit, création de valeur pour les clients et mobilisation du personnel) que si ces technologies permettent la réalisation d'audits de grande qualité. Une fois cette condition remplie, il deviendra possible d'accroître l'efficacité du processus d'audit et d'offrir de nouveaux services.

Bon nombre de grands cabinets créent déjà leurs propres outils, mais les développeurs de logiciels pourraient élaborer des produits destinés aux plus petits cabinets (notamment des outils d'analyse de données en audit).

La difficulté de gérer les attentes du public a occupé une place importante dans les débats d'experts. Un des experts a expliqué que **l'écart entre les attentes et la réalité** s'accroît en raison de l'idée que se fait le public des possibilités qu'offrent les nouveaux outils. Par exemple, les gens pensent parfois que l'analyse des données et l'intelligence artificielle permettent de vérifier toutes les opérations d'une entité, et ainsi de mieux détecter la fraude et d'accélérer l'audit. Un autre expert a d'ailleurs recommandé de ne pas exagérer les avantages des technologies; des sondages réalisés dans divers pays montrent que l'adoption et l'utilisation réelles des technologies se situent bien en deçà des attentes.

Défis pour les autorités de réglementation et les normalisateurs

Les normes internationales d'audit s'appliquent à toutes les entités, peu importe leur taille et leur nature, mais l'approche et les technologies employées par les cabinets varient. Les normes nouvelles ou révisées doivent non seulement être fondées sur des principes, mais aussi tenir compte de la façon dont les auditeurs peuvent se servir des technologies émergentes ou en évolution pour se conformer aux exigences.

Quand on a interrogé les participants du symposium sur les principaux obstacles à ce qu'on en arrive, un jour, à une application uniforme des technologies à tous les audits...

71 %

ont indiqué le manque d'expertise et de connaissances appropriées

46 %

le fait que le coût perçu de l'investissement n'est pas proportionnel aux avantages

39 %

la difficulté d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés

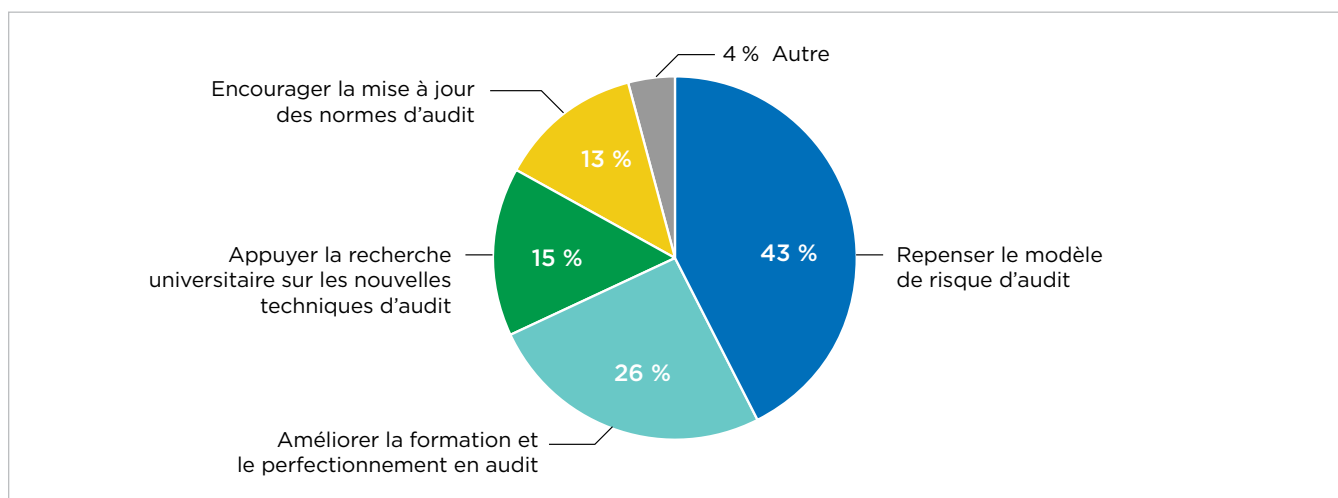
Selon les participants du symposium, cela est aussi pertinent dans le contexte plus large d'un projet qu'a récemment entrepris le Conseil des normes internationales d'audit et d'assurance (IAASB). L'IAASB réfléchit actuellement à la meilleure façon de simplifier l'application des normes ISA aux audits d'entités relativement peu complexes, et envisage de modifier considérablement les normes existantes ou d'élaborer une norme distincte.

Un participant a posé les questions suivantes : faut-il modeler les technologies sur les normes d'audit actuelles? Et si les nouvelles technologies fournissaient une meilleure assurance que le modèle d'audit? Ces questions mettent l'accent sur certains défis que doivent relever les normalisateurs, comme ceux qui consistent à déterminer le type de cadre qui convient pour les normes sur les données, la nature des éléments probants à obtenir, et la façon de veiller à l'intégrité des données extraites.

Les autorités de réglementation essaient également de suivre le rythme des changements. Jusqu'ici, le modèle de réglementation actuel a bien servi la profession, et il y a eu peu de défaillances du marché. Tous les acteurs de l'écosystème d'information d'entreprise ont leur part de responsabilités et doivent participer au processus. Au Canada, par exemple, un groupe de travail formé de parties prenantes diverses - normalisateurs, autorités de réglementation de l'audit, autorités de réglementation des valeurs mobilières et CPA Canada (l'organisation représentant la profession comptable canadienne) - se rencontre régulièrement pour discuter des problèmes et de la priorité de leur résolution, et pour évaluer les questions pour lesquelles les auditeurs ont besoin d'indications ne faisant pas autorité.

Les participants du symposium ont donné leur avis sur les priorités que devrait se fixer la profession pour s'adapter aux progrès technologiques et mieux servir les clients d'audit.

PRIORITÉS QUE DEVRAIT SE FIXER LA PROFESSION POUR S'ADAPTER AUX TECHNOLOGIES



Comment se préparer pour l'avenir?

D'ici deux ans, il est probable que l'on se serve de plus en plus d'outils avancés d'analyse de données et de techniques d'IA de pointe pour améliorer les tests d'audit. Il est toutefois impossible de prévoir les conséquences de la technologie de la chaîne de blocs, des avancées en IA et de l'informatique quantique pour les comptables professionnels. Selon un expert de la table ronde, dans 10 ou 15 ans, nous pourrions voir poindre à l'horizon la singularité technologique, soit le moment où la capacité des machines à réfléchir et à créer surpassera celle des êtres humains. Malgré cela, on aura toujours besoin d'un certain jugement humain, élément clé du processus de certification.

« Nous surestimons toujours les changements des deux prochaines années et sous-estimons ceux qui se produiront dans les dix prochaines années. Ne vous laissez pas entraîner dans l'inertie. »

— Bill Gates

Les certificateurs doivent être prêts à évoluer et à chercher comment utiliser au mieux les nouveautés technologiques, à mesure qu'elles se présentent, pour améliorer l'audit. Voici comment ils peuvent mettre à profit les nouvelles technologies pour conserver leur pertinence et offrir de meilleurs services :

- **Former les auditeurs**

La formation est nécessaire pour comprendre et maîtriser les nouvelles technologies. Il est peut-être temps de mettre à jour les cours de perfectionnement professionnel et de revoir les programmes universitaires et les matières enseignées aux futurs professionnels comptables. L'apprentissage doit être continu.

- **Former les entités auditées**

Lorsqu'elles adoptent de nouvelles technologies, les entités doivent s'informer sur les contrôles et les processus à mettre en place pour faciliter l'audit. La profession doit indiquer aux entités quels éléments clés du contrôle sont essentiels à la réussite de l'audit.

- **Innover et expérimenter**

Il est nécessaire d'innover et d'expérimenter lorsque l'on apprend à se servir de nouvelles technologies. Pour les auditeurs, l'expérience pratique favorise une meilleure compréhension des applications et des risques d'un outil; les exposés théoriques sur l'analyse de données et l'intelligence artificielle ont des avantages limités.

- **S'adapter**

Les équipes d'audit doivent s'adapter, car les connaissances requises pour la réalisation d'audits ont changé. Un des membres de la table ronde a expliqué que les équipes d'audit de son cabinet font de plus en plus appel à diverses équipes d'experts, dont des experts en TI, l'auditeur demeurant gestionnaire du projet. Les cabinets doivent essayer différents modèles d'équipes de mission.

- **Collaborer**

Pour faire progresser l'utilisation des technologies en audit, la collaboration est incontournable.

- Les auditeurs et les autorités de réglementation doivent travailler ensemble. Chacun a son rôle : les auditeurs suggèrent diverses utilisations des technologies en audit, et les autorités de réglementation de l'audit communiquent clairement leurs inquiétudes concernant les approches proposées.
- Les organisations professionnelles comptables doivent faire le pont entre les grands et les petits cabinets pour trouver des outils technologiques qui fonctionnent dans l'ensemble du marché. Il est dans l'intérêt public de veiller à ce que tous les cabinets réalisent des audits de grande qualité afin de maintenir la bonne réputation de la profession d'audit.
- Les organisations professionnelles comptables, les normalisateurs, les auditeurs et les autorités de réglementation doivent faire équipe pour déterminer si les normes répondent encore aux besoins et demeurent pertinentes dans le contexte des technologies émergentes et en évolution (considérant que 43 % des participants du symposium étaient d'avis que la révision du modèle de risque d'audit devrait être une priorité pour la profession). Au besoin, ils doivent aussi élaborer des indications ne faisant pas autorité pour expliquer comment appliquer les normes en présence de ces nouvelles technologies.

« Il faut trouver un équilibre entre l'adoption des technologies d'aujourd'hui et la préparation aux technologies qui seront disponibles d'ici six mois, un an ou même cinq ans. »

— Garth James,
associé d'EY et expert invité à la
table ronde du symposium

Certification d'informations autres que les états financiers traditionnels

Débat actuel sur la possibilité d'élargir les services de certification

La question de fournir une assurance à l'égard d'autres informations que celles qui figurent dans les états financiers traditionnels (c'est-à-dire d'élargir les services de certification) est d'actualité, particulièrement au Royaume-Uni, où l'objectif et l'étendue de l'audit font l'objet d'un grand intérêt. Les services d'audit et de certification doivent absolument être adaptés aux besoins de demain. Or, les investisseurs ont accès à de plus en plus d'informations, et ils s'appuient souvent sur des mesures non conformes aux PCGR et de l'information prospective non audité pour prendre des décisions.

Indications visant à favoriser l'uniformité de la présentation des mesures de la performance

En décembre 2018, le Conseil des normes comptables du Canada a publié le [Cadre de présentation des mesures de la performance](#). Ce cadre a été conçu pour aider les entités – sociétés ouvertes et fermées, organismes sans but lucratif, régimes de retraite, etc. – à améliorer la qualité des mesures de la performance financière et non financière qu'elles choisissent de communiquer hors des états financiers.

Même si les investisseurs reconnaissent la valeur de l'audit, des [études](#) montrent qu'ils ne comprennent pas bien ce qu'est l'audit. Depuis peu, les demandes se multiplient pour que les auditeurs commencent à en « faire plus »; des discussions sur l'évolution de leur travail sont en cours afin de mieux répondre aux nouveaux besoins des investisseurs et des marchés financiers.

Dans ce contexte, l'IAASB a lancé un [projet](#) visant à favoriser, d'une part, l'application uniforme et appropriée de la Norme internationale de missions d'assurance (ISAE) 3000 (révisée) à l'information d'entreprise au sens large par les professionnels en exercice et, d'autre part, la crédibilité des rapports délivrés au terme de ces missions.

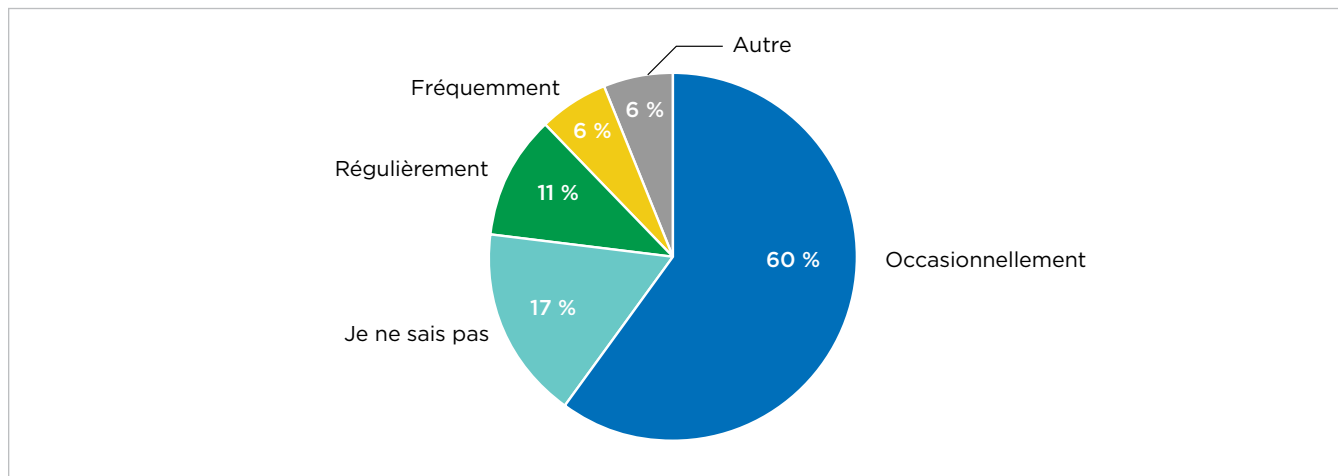
« À l'échelle mondiale, on constate que l'information d'entreprise au sens large est très diversifiée. L'étendue de l'assurance varie aussi beaucoup, de même que les personnes chargées de fournir cette assurance, qui ne sont pas toujours des auditeurs. »

— Ron Salole, membre de l'IAASB

Demande pour d'autres services de certification

Interrogés sur la fréquence à laquelle les professionnels en exercice reçoivent des demandes pour d'autres services de certification, les participants du symposium ont donné les réponses suivantes :

DEMANDE POUR D'AUTRES SERVICES DE CERTIFICATION

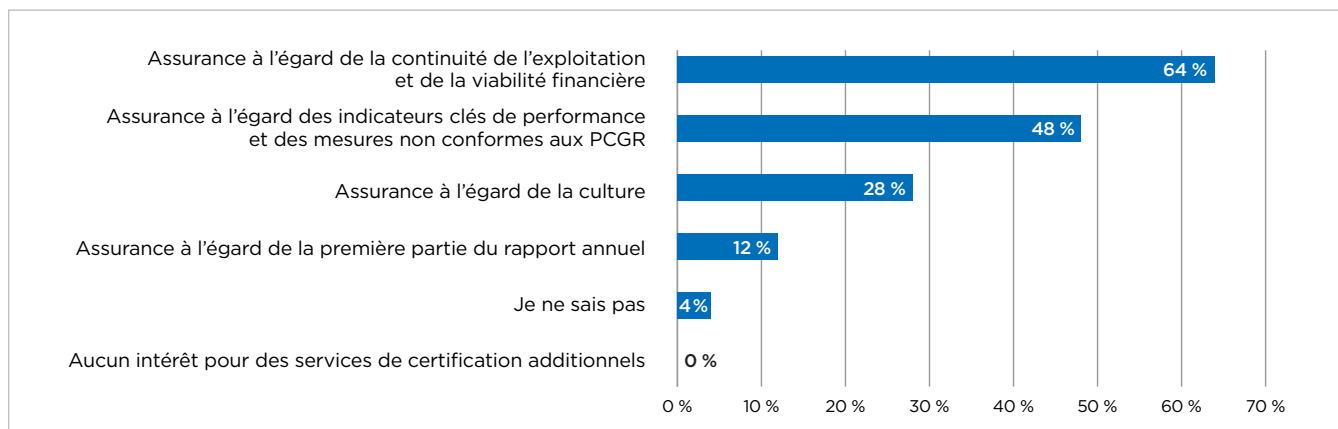


Pour conserver leur crédibilité et leur pertinence, les auditeurs doivent se demander quels sont les besoins du marché et des investisseurs.

Dans quel secteur la certification pourrait-elle avoir la plus grande utilité?

Les participants du symposium ont indiqué les autres services de certification qui, selon eux, pourraient être les plus utiles :

VALEUR DES AUTRES SERVICES DE CERTIFICATION



La grande valeur accordée à l'assurance à l'égard de la continuité de l'exploitation et de la viabilité financière est facile à comprendre, étant donné la popularité croissante du « long-termisme », l'augmentation des investissements faits en fonction de facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), et la progression de l'information intégrée sur la scène mondiale. Les états financiers demeurent importants, mais l'on se tourne de plus en plus vers d'autres informations pour obtenir un portrait plus fiable de la capacité d'une entreprise à créer de la valeur.

Ainsi, les entreprises mettent davantage l'accent sur l'information qualitative présentée dans les rapports produits par la direction, comme le rapport stratégique (au Royaume-Uni) ou le rapport de gestion (en Amérique du Nord).

Dans l'avenir, l'audit externe devra aller au-delà des données historiques et porter, entre autres, sur les contrôles internes (notamment les contrôles sur les processus de communication de l'information ou les contrôles à l'égard de l'information financière, qui sont déjà audités aux États-Unis) ou comprendre un examen plus approfondi de l'information prospective. Cela aura des conséquences sur les coûts et la responsabilité de l'auditeur. Les technologies peuvent-elles aider à fournir une assurance à l'égard de ces éléments? Quels seraient les critères appropriés? Ces critères permettent-ils d'auditer l'information? Pour déterminer la meilleure façon de procéder, il faudra expérimenter et se demander comment auditer l'information qualitative et en évaluer le caractère significatif.

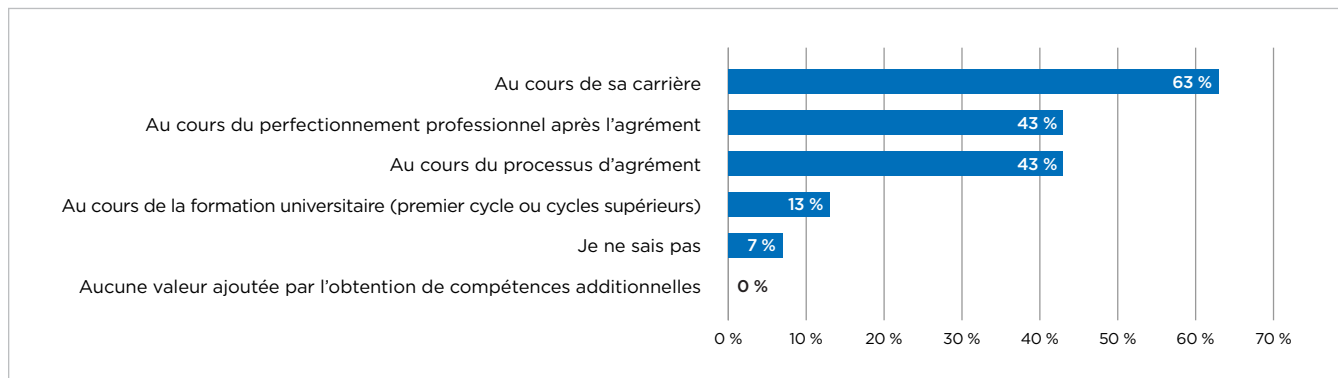
La profession a-t-elle les compétences nécessaires pour offrir ces nouveaux services de certification?

Il n'y a pas encore de réponse claire à la question de savoir si la formation des professionnels comptables leur permet d'acquérir les compétences nécessaires pour fournir une assurance à l'égard d'autres informations. L'ICAS et CPA Canada examinent actuellement leurs programmes de formation pour en assurer la pertinence et la pérennité. La formation est essentielle pour préparer

les professionnels comptables à identifier les risques pertinents (par exemple, les risques relatifs aux changements climatiques). Or, les compétences individuelles ne suffiront pas; il faut fournir aux professionnels en exercice des indications sur l'application des normes de certification. Dans cette optique, le projet de l'IAASB sur l'information d'entreprise au sens large est un bon point de départ.

Selon les participants du symposium, les moments les plus appropriés pour acquérir les compétences nécessaires à la prestation de nouveaux services de certification sont les suivants :

FORMATION ET PERFECTIONNEMENT



Comment se préparer à l'avenir?

Voici comment les certificateurs peuvent cerner les besoins du marché en ce qui concerne les informations qui ne figurent pas dans les états financiers, et améliorer la confiance et la crédibilité accordées à ces informations :

- **Collaborer**

Les auditeurs, les autorités de réglementation, les normalisateurs, les préparateurs et les responsables de la gouvernance doivent trouver ensemble des moyens de renforcer la confiance envers la profession et d'améliorer la crédibilité des informations afin de protéger l'intérêt public. Aucun de ces acteurs ne peut y arriver seul : la collaboration est essentielle.

- **Former**

Afin de combler l'écart entre les attentes et la réalité, il faut offrir de la formation aux utilisateurs de l'information d'entreprise pour les aider à comprendre ce en quoi consiste un audit traditionnel et ce que signifie l'assurance fournie. De nouvelles matières (dont la durabilité) doivent être enseignées aux futurs professionnels comptables, et de nouvelles formations doivent être offertes pour aider la profession à anticiper les nouveaux défis et les nouvelles possibilités.

- **Innover et expérimenter**

Les organisations professionnelles comptables peuvent contribuer à l'amélioration de la crédibilité des informations en mettant sur pied des « laboratoires », comme le [Financial Reporting Lab](#) au Royaume-Uni, où peuvent travailler librement des équipes réunissant diverses parties prenantes (préparateurs, membres de comité d'audit, auditeurs, investisseurs, etc.).

- Les équipes peuvent expérimenter et innover en élaborant et en testant des procédures de certification pour de nouveaux types d'informations.

- Tout nouveau défi devient une occasion de définir les solutions appropriées et de faire connaître la valeur de l'assurance fournie (par exemple, veiller à l'uniformité des mesures présentées ou faire valoir la crédibilité de l'information non financière).
 - Après avoir appliqué les recommandations énoncées précédemment (voir la section sur les technologies), la profession doit évaluer comment les avancées technologiques (comme l'analyse de données et l'intelligence artificielle) peuvent contribuer à régler certaines des difficultés que soulève l'audit des informations présentées en dehors des états financiers.
- **S'adapter**

Dans l'avenir, les utilisateurs se fieront de plus en plus à différentes informations (dont les facteurs ESG, les informations sur la cybersécurité et d'autres mesures de la performance). L'information sera aussi présentée de différentes façons (information intégrée, rapports sur le développement durable, communiqués et médias sociaux). Les auditeurs devront s'adapter pour conserver leur pertinence et continuer à offrir de la valeur. Pour ce faire, il sera peut-être nécessaire d'élaborer des critères pertinents et des indications en ce qui concerne l'assurance fournie sur l'information qualitative.

AVERTISSEMENT

La présente publication, préparée par Comptables professionnels agréés du Canada (CPA Canada), fournit des indications ne faisant pas autorité. CPA Canada et les auteurs déclinent toute responsabilité ou obligation pouvant découler, directement ou indirectement, de l'utilisation ou de l'application de cette publication.

© 2019 Comptables professionnels agréés du Canada

Tous droits réservés. Cette publication est protégée par des droits d'auteur et ne peut être reproduite, stockée dans un système de recherche documentaire ou transmise de quelque manière que ce soit (électroniquement, mécaniquement, par photocopie, enregistrement ou toute autre méthode) sans autorisation écrite préalable.

Pour obtenir des renseignements concernant l'obtention de cette autorisation, veuillez écrire à permissions@cpacanada.ca.